

## Bernard Gondouin

66 ans, Stenay.

Retraité de l'industrie spatiale (essentiellement dans la Recherche), j'ai acquis la conviction que tous les programmes de recherches ne devraient pas rester entre les seules mains des professionnels (les experts) ; les scientifiques devraient uniquement orienter les choix des citoyens en répondant à leurs préoccupations, indépendamment des intérêts des entreprises économiques et financières.

Il y a des domaines, comme celui du projet Cigéo, où l'erreur, tellement humaine, est absolument interdite.

Dans ce débat POUR les générations futures, toutes les voix ne se sont pas encore exprimées convenablement.

### contact //

Bernard Gondouin  
55 700 Stenay

Email [bernard@villesurterre.com](mailto:bernard@villesurterre.com)

## // Cigéo : les chercheurs du CNRS et autres scientifiques sont-ils vraiment indépendants ?

Certainement pas. Explications :

Le CNRS est l'un des principaux acteurs de la recherche sur le projet Cigéo. Depuis 1991 il a développé connaissances et compétences sur tous les sujets techniques, mais aussi sur le plan sociétal, éthique et politique.

Alors les chercheurs du CNRS auraient pu avoir envie de :

- **participer activement au débat public sur le projet Cigéo...**
- vulgariser leur savoir auprès d'un large public et de susciter une grande participation citoyenne,
- discuter publiquement le concept proposé par l'Andra,
- souligner les faiblesses de l'enfouissement,
- mettre en évidence les acquis de la recherche, mais aussi les incertitudes,
- comparer la sûreté des populations et des territoires, entre le projet Cigéo et l'entreposage actuel,
- contester le calendrier et la si rapide décision d'enfouir,
- débattre des options alternatives, de ré-examiner l'entreposage pérenne en surface, solution avancée dans les conclusions du débat public en 2006,
- s'interroger sur la réversibilité,
- refuser d'entériner, sous couvert d'expertise ou d'urgence, des choix considérés comme déjà faits.

Le rôle du CNRS n'est-il pas effectivement d'affirmer la nécessité de maintenir l'avenir scientifique ouvert, dans ce domaine de la gestion des déchets nucléaires, comme dans les autres. Eh bien non :

## // Jacques a dit

Curieusement Jacques Martino, directeur de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3), a déclaré dans son journal N°272 de mai 2013 <sup>(1)</sup> : « *Le CNRS doit participer au débat public... mais doit... S'en tenir strictement à son rôle d'informateur scientifique !* »

Alors, les chercheurs auraient-ils décidé de boycotter le débat public ?

<sup>(1)</sup> <http://www.cnrs.fr/fr/pdf/jdc/272/index.html#/18/>

Le CNRS annonce 34 000 chercheurs <sup>(2)</sup>. Le collectif INDEPENDANCE DES CHERCHEURS <sup>(3)</sup> précise qu'il faut y ajouter 8 000 personnels non titulaires de droit public (doctorants, post-doctorants, chercheurs associés, boursiers...). A ne pas confondre avec les fameux doctorants rémunérés directement par l'Andra <sup>(4)</sup>, sur la base de 1780 euros par mois <sup>(5)</sup> en 2007 !

Combien de chercheurs de tous les horizons ont travaillé et travaillent sur le projet Cigéo ? Combien ont des doutes sur leurs découvertes, sur l'interprétation et l'exploitation de leurs propres travaux, de leurs calculs, de leurs modélisations ?

## // N'y aurait-il pas un problème d'indépendance des chercheurs rémunérés directement ou indirectement par l'Andra ?

Combien sont suffisamment libres et indépendants pour s'exprimer en leur âme et conscience ?

Qu'ils soient chercheurs du CNRS ou scientifiques d'autres entités partenaires de l'Andra : Université technologique de Troyes - Université de Nancy - Université de Poitiers - Ecole doctorale SII de Limoges - Université de Pau et des Pays de l'Adour - Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy - Institut national polytechnique de Lorraine - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux - Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Clermont-Ferrand - Institut National de l'Environnement industriel et des risques - Ecomers - Ecole Doctorale de Physique et Astrophysique - Ecole Centrale de Lille - Arts et Métiers - Ecole des mines de Nantes - École nationale supérieure des mines de Paris - Ecole polytechnique - ESIGELEC - IRSEEM - IFP - INRA - INRIA - BRGM - CEA - CNRS... sans oublier les Groupements de laboratoires, les Groupements de recherche <sup>(6)</sup> comme : GEDEPEON, PARIS, NOMADE, FORPRO, MOMAS, et la centaine de laboratoires à l'étranger...

Quel est l'apport des nombreux programmes européens, ou mondiaux <sup>(7)</sup>.

Quel est le rôle des fréquents colloques nationaux et internationaux ?

En 2012, la Mission Interdisciplinarité <sup>(8)</sup> du CNRS a lancé NEEDS <sup>(9)</sup>, le défi Nucléaire : Energie, Environnement, Déchets, Société, pour fédérer l'effort interdisciplinaire de recherche sur le nucléaire. NEEDS fédère des équipes de l'Andra, du CNRS, d'EDF et de l'IRSN. On mesure ici les failles du processus décisionnel et de la gouvernance de Cigéo : en effet, l'EDF confie la gestion de ses déchets à l'Andra. Le CNRS et l'IRSN font de la recherche pour l'Andra. Et l'IRSN évalue officiellement les travaux de l'Andra.

Où est l'indépendance ? Dans ce programme NEEDS un volet est particulièrement consacré au projet de BURE : « ...améliorer la compréhension des mécanismes moléculaires et macroscopiques .../..., notamment afin d'améliorer la confiance dans un stockage. »

Vous avez bien lu :

### **Un programme pour améliorer la confiance dans un stockage !**

Objectif incroyable, non ?

Notez également les appels à projets <sup>(10)</sup> également rémunérés... jusqu'à 70 000 € <sup>(11)</sup>.

Peut-on imaginer une thèse ainsi rémunérée qui conclurait qu'il ne faut pas enfouir ?

Se pose alors plus largement le problème de l'évolution de...

<sup>(2)</sup> <http://www.cnrs.fr/fr/organisme/presentation.htm>

<sup>(3)</sup> <http://science21.blogs.courrierinternational.com>

<sup>(4)</sup> <http://www.giga-asso.com/data/document/plaquette-andra.pdf>

<sup>(5)</sup> <http://financements.andes.asso.fr/offres/financement.2004-10-13.3117448315>

<sup>(6)</sup> <https://www.ljll.math.upmc.fr/cances/gdrmommas/Activites/2003/Presentations/double.pdf>

<sup>(7)</sup> <http://www.andra.fr/pages/fr/menu1/international/participations-aux-programmes-cadres-en-recherche-et-developpement-de-l-union-europeenne-34.html>

<sup>(8)</sup> [http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosnucléaire/contenu/alternative/alter\\_etape3\\_8.html](http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosnucléaire/contenu/alternative/alter_etape3_8.html)

<sup>(9)</sup> <http://www.cnrs.fr/mi/spip.php?article19&lang=fr>

<sup>(10)</sup> <http://www.cnrs.fr/mi/spip.php?article271>

<sup>(11)</sup> [http://www.cnrs.fr/mi/IMG/pdf/app\\_pf\\_needs\\_environnement.pdf](http://www.cnrs.fr/mi/IMG/pdf/app_pf_needs_environnement.pdf)

## // ... La relation entre la société et les scientifiques

Un article du 14 octobre dernier, signé par Robert Badinter, Jean-Pierre Chevènement, Alain Juppé et Michel Rocard, nous le rappelle <sup>(12)</sup>.

« Nous assistons à une évolution inquiétante des relations entre la société française et les sciences et techniques. Des minorités constituées autour d'un rejet de celles-ci tentent d'imposer peu à peu leur loi, et d'interdire progressivement tout débat sérieux et toute expression publique des scientifiques qui

*ne partagent pas leurs opinions. L'impossibilité de tenir un débat public libre sur Cigéo est l'exemple le plus récent de cette atmosphère et de ces pratiques d'intimidation... »*

Selon les auteurs, on se méfierait des travaux des scientifiques utilisés par les pouvoirs publics pour prendre des décisions.

## // Alors faut-il se méfier des scientifiques ?

Un groupe de scientifiques <sup>(13)</sup>, impliqués dans le débat public de Cigéo ont réagi à cet article et déclaré :

- que la nécessité du contrôle de la société sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres est aujourd'hui une évidence,
- que le rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans le débat public actuel de Cigéo, ne sera pas inutile si les autorités décisionnelles tiennent compte du contenu du dit débat,
- que le débat public de 2005 sur le projet d'enfouissement avait fait émerger le concept d'entrepôt pérenne en surface, mais que, la loi de 2006 qui a suivi n'en a pas tenu compte,
- qu'il faut-il créer les conditions démocratiques du débat, en ne soumettant pas les citoyens à des faits accomplis, et en reconnaissant à sa juste valeur l'intelligence collective,
- que l'existence même de la démocratie est menacée si elle n'est plus capable d'entendre des expertises, même celles contraires à la pensée dominante,
- que l'exercice de la démocratie impose que les attendus, le calendrier et le périmètre même des débats ne soient pas déjà complètement ficelés, imposés par la puissance publique et les lobbies, comme c'est trop souvent le cas dans notre pays.

Chercheur au CNRS, Yannick BARTHE, spécialiste de...

### **La sociologie des controverses**

rappelle, notamment dans ce document de février 2006 <sup>(14)</sup> que...

### **Le stockage géologique profond est une vision pessimiste et catastrophiste du futur.**

Pour lui, le stockage géologique profond est une solution qui ferme l'avenir, qui refuse le progrès des connaissances, et l'évolution des sociétés humaines. Il souligne que cette recherche se développe dans un champ de contraintes, et dans une dépendance financière et matérielle (accès aux informations, aux terrains, aux outils de recherche).

Pourquoi faire davantage confiance en la géologie qu'en la société ? Peut-on faire confiance aux scientifiques ? On en vient même à se demander si la question des déchets nucléaires n'est pas trop sérieuse pour être laissée aux seuls scientifiques.

<sup>(12)</sup> [http://www.liberation.fr/sciences/2013/10/14/la-france-a-besoin-de-scientifiques-techniciens\\_939430](http://www.liberation.fr/sciences/2013/10/14/la-france-a-besoin-de-scientifiques-techniciens_939430)

<sup>(13)</sup> [http://www.liberation.fr/sciences/2013/10/29/innovation-scientifique-la-parole-aux-citoyens\\_942949](http://www.liberation.fr/sciences/2013/10/29/innovation-scientifique-la-parole-aux-citoyens_942949)

<sup>(14)</sup> <http://www.anccli.fr/content/download/1964/32319/file/CNRS2006.pdf>

## // Les scientifiques ne sont pas les seuls détenteurs de la vérité

C'est l'un des titres d'un article publié par Reporterre, le 25 juin 2013 <sup>(15)</sup> et rédigé par Thierry RIBAUT du CNRS, chercheur à l'engagement impressionnant <sup>(16)</sup>. En mission au Japon, donc très concerné par la gestion des catastrophes nucléaires, il s'intéresse aux rapports entre la science et le peuple, et il déclare : **Au CNRS, on est «idéologue» quand on critique le nucléaire, mais rationnel quand on le promeut...**

Thierry RIBAUT rappelle que le président du CNRS, Alain Fuchs, a confié en mars dernier une mission sciences citoyennes à Marc Lipinski, <sup>(17)</sup> directeur de recherche au CNRS. Ce conseiller régional EE-LV propose au CNRS des dispositifs pour favoriser le dialogue et le rapprochement entre la recherche et les citoyens, essentiellement représentés et organisés dans des associations. Notamment via les fameuses conférences de citoyens. Le financement public de la Recherche implique d'accepter des orientations générales de la part des responsables politiques et d'avoir une écoute à l'égard des demandes sociales <sup>(18)</sup>.

Pour l'AFIS, l'Association Française pour l'Information Scientifique, <sup>(19)</sup> il est légitime que la politique de Recherche, tout comme le financement et l'organisation de la Recherche publique soient l'objet d'un débat politique. L'Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST), est ainsi l'outil dont le Parlement s'est doté pour éclairer ses décisions.

Le problème est que l'OPECST affiche depuis longue date des positions pro-nucléaires, notamment par l'action du célèbre trio Birraux-Bataille-Sido (Le Déaut venant de succéder à Birraux), par ailleurs ardents promoteurs de Cigéo.

Le Déaut entend instaurer un « Conseil stratégique de la recherche » chargé de définir les grandes orientations de la stratégie nationale de recherche, qui sera placé près du Premier ministre et piloté par le ministre de la Recherche, Conseil qui s'appuiera sur les compétences des 5 alliances thématiques <sup>(20)</sup>, une mission transversale confiée au C.N.R.S, avec l'expertise de l'OPECST. Voir ce Projet de loi d'orientation <sup>(21)</sup> porté par Geneviève Fioraso, proche du CEA, et ex-membre de l'OPECST.

### **Quelle peut être l'indépendance de ce Conseil stratégique de la Recherche, piloté par l'OPECST ?**

La « bonne » science n'est pas celle qui est supposée aller dans le sens d'une idéologie particulière, et la « mauvaise » dans le sens d'une idéologie opposée.

**L'objet de la science est le vrai,  
et le vrai ne se vote pas.**

**Il est urgent de rendre son indépendance  
à la recherche scientifique.**

<sup>(15)</sup> <http://www.reporterre.net/spip.php?article4439>

<sup>(16)</sup> <http://clerse.univ-lille1.fr/spip.php?article125>

<sup>(17)</sup> <http://intranet.cnrs.fr/intranet/actus/130222-marc-lipinski.html>

<sup>(18)</sup> <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article2081>

<sup>(19)</sup> <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article65>

<sup>(20)</sup> <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid56287/es-alliances.html>

<sup>(21)</sup> <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid70878/une-nouvelle-ambition-pour-la-recherche-mesure-11.html>

